

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate : Le mercredi 2 novembre 2022

OSSTF/FEESO ORGANISE SA JOURNÉE DE LOBBYING À QUEEN'S PARK NOUVELLEMENT CENTRÉE SUR LA DÉFENSE DES DROITS DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS À UNE NÉGOCIATION COLLECTIVE LIBRE ET JUSTE

TORONTO ON — Plus de 100 Membres d'OSSTF/FEESO occuperont les couloirs de Queen's Park aujourd'hui dans le cadre de la première Journée du lobbying d'OSSTF/FEESO depuis le début de la pandémie de la COVID-19.

Les Membres d'OSSTF/FEESO exhorteront les députées provinciales et députés provinciaux à respecter les droits des travailleuses et des travailleurs à une négociation libre et juste, face à une mesure législative draconienne et lourde déposée lundi par le ministre de l'Éducation, Stephen Lecce.

« Nos membres avaient planifié de discuter des enjeux critiques de la sécurité dans les écoles et de la fin des iniquités systémiques, toutefois, étant donné la loi inconstitutionnelle déposée lundi par le gouvernement Ford, nous devons maintenant concentrer nos efforts sur l'assaut sur les droits des travailleuses et des travailleurs », a déclaré Karen Littlewood, présidente d'OSSTF/FEESO.

« Le gouvernement Ford a effectivement privé les 55 000 travailleuses et travailleurs en éducation représentés par le SCFP de leur droit de s'engager dans un processus de négociation juste, en imposant un contrat punitif aux travailleuses et travailleurs en éducation de première ligne, pour la plupart des femmes, qui s'acharnent à la tâche et qui gagnent en moyenne moins de 40 000 \$ par année », a ajouté la présidente Karen Littlewood.

Les Membres d'OSSTF/FEESO se réuniront en compagnie des députées provinciales et des députés provinciaux des quatre partis principaux, y compris le chef intérimaire du Nouveau Parti démocratique de l'Ontario, Peter Tabuns, le chef intérimaire du parti Libéral de l'Ontario, John Fraser et le chef du Parti Vert de l'Ontario, Mike Schreiner. Les réunions se concentreront sur l'impact négatif que cette loi aura sur les travailleuses, les travailleurs et les élèves, en plus de son caractère inconstitutionnel. Les rendez-vous en compagnie des députées provinciales et des députés provinciaux surviennent à un moment critique, avant un vote final anticipé sur ce projet de loi en instance d'adoption.

« Cette loi aura un impact non seulement sur les travailleuses et travailleurs en éducation, mais également sur les élèves et les communautés qu'elles/ils desservent. Le processus de négociation est une occasion pour le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs en éducation de protéger les conditions d'apprentissage pour les élèves, comme les effectifs de classe et les soutiens en matière de financement. L'élimination de ce processus aura un impact négatif sur l'apprentissage des élèves », a conclu la présidente Karen Littlewood.

Nous demanderons aux députées provinciales et aux députés provinciaux de s'engager à protéger le processus de la négociation libre et juste. Les Membres d'OSSTF/FEESO feront des suivis pour s'assurer que les députées provinciales et les députés provinciaux sont tenus responsables et donnent suite à leurs engagements.

OSSTF/FEESO, créé en 1919, représente plus de 60 000 membres de partout en Ontario. Ils comprennent le personnel enseignant des écoles secondaires de l'Ontario, le personnel enseignant suppléant, les aides-enseignants, les éducateurs et éducatrices, le personnel enseignant à l'éducation permanente et les instructeurs, les éducateurs et éducatrices de la petite enfance, les psychologues, les secrétaires, les orthophonistes, les travailleurs et travailleuses sociaux, le personnel de conciergerie, le personnel de soutien des universités ainsi que plusieurs autres membres du personnel du domaine de l'éducation.

Personne-ressource : Caitlin Reid

Conseillère en médias et communications

Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario

Caitlin.Reid@osstf.ca

416-576-8346